

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Impressions du Retour (Amédée Dunois). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse). — A propos de la Confession de Bakounine (Victor Serge). — Une brochure de Rosa Luxembourg (Alix Guillaïn).

A propos d'une déplorable manœuvre (Clara Zetkin, Worsky). — La Nouvelle Etape, par Léon Trotsky (K. Kreibich). — Souvenirs de journées révolutionnaires (Michel Koltsov). — Chronique Internationale.



AU CONGRES DE MARSEILLE. — La fin de la première séance.



AU CONGRÈS DE MARSEILLE. — Yvonne Sadoul, A. Rosmer, Louise Bodin, Clamamus, Brodel, A. Ker.

Impressions de Retour

AL'HEURE qu'il est, presque tous les congressistes ont quitté Marseille et s'apprêtent à rendre compte, devant leurs Fédérations respectives, de l'accomplissement de leur mandat.

Ce qu'ils ne pourront certainement pas dire, c'est que le Congrès ait peu travaillé. Il a parcouru d'un bout à l'autre toute la carrière que lui traçait l'ordre du jour. Il s'est donné, tour à tour, une politique syndicale, une politique paysanne, une politique électorale, une politique militaire, une politique coopérative, une politique féministe. Le voilà outillé pour

la propagande incessante qu'il lui faut mener, non seulement au sein de la classe ouvrière, organisée ou non, mais dans toutes les couches de la population perméables à nos idées. Je me réjouis, pour ma part, du vote à la quasi unanimité de la thèse syndicale : Il met fin, définitivement fin, à la doctrine négative et stérile du *laissez faire, laissez passer*, qui était celle de l'ancien parti et qui, après l'expérience des révolutions récentes, après l'adhésion du Parti au Communisme, avait perdu tout ce qui lui restait de raison d'être et de légitimité. Certains camarades voulaient à tout prix

qu'on fondit la motion Mayoux dans la thèse du Comité directeur. Je me suis opposé à cette suggestion peu digne d'un Parti qui se pique d'avoir des principes absolument clairs et une pratique absolument nette. Il y avait dans la motion Mayoux, je l'ai montré ici dans mon dernier article et l'ai montré aussi devant la sous-commission du Congrès, toute une série de propositions incompatibles avec la doctrine générale impliquée dans la thèse du Comité directeur. Le Congrès l'a compris et il a voté cette dernière telle qu'elle était, avec deux ou trois retouches de forme qui n'étaient nullement, quoi qu'en ait dit Mayoux, des concessions faites par nous à sa doctrine. Le temps des *nègres-blancs* est passé ! En matière de thèses et de motions, la maxime de la III^e Internationale est celle des antiques Ecritures : « *Si c'est oui, dis oui; et dis non si c'est non !* »

*
**

Mais le Congrès n'a pas fait que voter des motions et des thèses. Il s'est également occupé de quelques questions brûlantes rangées par lui sous la rubrique « Politique générale », et il a renouvelé le Comité directeur.

La motion dite de politique générale traite à peu près uniquement de questions particulières. Et la façon dont elle en traite, décèle l'embarras, l'hésitation, le calcul. Vingt fois sur le métier, on a remis l'ouvrage. Pour bien comprendre la motion, il faudrait en pouvoir comparer les termes avec ceux de la première version, qui étaient, paraît-il, autrement significatifs et précis : mais ce travail critique n'est pas à la portée de tout le monde. Au surplus, ce n'est pas la motion de politique générale — adoptée à l'unanimité moins deux voix — qui a fait apparaître au grand jour de graves divergences tactiques, et même doctrinales, car il n'y a pas de divergence tactique qui ne provienne, en dernière analyse, d'une divergence de doctrine. Les divergences, elles cheminaient souterrainement depuis un assez long temps. Elles s'étaient manifestées plus ou moins clairement au Comité directeur, dans les débats relatifs au contrôle de la presse, à la motion Rappoport (sur les pouvoirs du délégué à l'exécutif), à l'institution d'un petit bureau, etc., c'est-à-dire sur la plupart des questions d'organisation qui s'étaient posées devant l'ancien Comité. Les lettres et les articles de Souvarine ne les avaient nullement créées, comme on l'a dit ; tout au plus leur avaient-ils communiqué une certaine activité, un certain mordant qui, tout d'abord, n'étaient

pas en elles et dont, à mon avis, elles pouvaient se passer.

D'où provenaient ces divergences ? Principalement de ce que les uns se sentaient *avant tout* membres de l'Internationale, dont ils avaient hâte d'appliquer les décisions à la France, tandis que les autres songeaient avant tout à temporiser et, sous prétexte de ne rien brusquer, de voir venir, se montraient assez peu pressés de déférer aux suggestions de l'Exécutif — à ce que l'un d'eux n'hésita pas à nommer, les oukases de Moscou : je ne voudrais pour rien au monde envenimer les choses, mais je puis bien dire qu'en écoutant nos temporisateurs, j'en me suis plus d'une fois demandé s'il était bien vrai que les centristes nous eussent quittés à Tours. Après le Congrès de Marseille, je ne me le demande plus : consultez la liste des élus au nouveau Comité directeur, elle comporte plusieurs centristes authentiques et notoires. Et cela me semble grave pour l'avenir immédiat du Parti.

Avant Marseille, il n'y avait, à proprement parler, pas de tendances. Il n'y avait que des divergences de vues sur des questions d'organisation ou de tactique, et plus encore, à y bien regarder, d'organisation que de tactique. A la veille de Marseille, elles se sont cristallisées brusquement autour de la personnalité d'un homme. On n'a plus été pour ou contre le petit bureau, pour ou contre le contrôle de la presse, pour ou contre la motion Rappoport — *on a été pour ou contre Souvarine*. En France, les questions ne tardent jamais longtemps à se personnaliser ; il aurait fait beau voir que les communistes fussent seuls à infliger une exception à cette règle profondément nationale ! — « Pour Souvarine », qu'ils le veuillent ou non, ceux qui parlent de resserrer nos liens avec l'Internationale et qui voient dans le Comité exécutif de Moscou la plus haute instance du Parti ! « Contre Souvarine », ceux qui croient désirable de relâcher les liens de la discipline internationale, comme de la discipline nationale. On était pour ou contre Souvarine, selon la conception plus ou moins communiste ou plus ou moins centriste qu'on s'était faite des rapports entre le Parti et l'Internationale.

*
**

Le malheur a voulu qu'à Marseille, ni le débat personnel ni le débat d'organisation n'aient été franchement portés à la tribune ; c'est que, tout le monde le sentait, l'opinion

du Congrès y était médiocrement préparée. La grande masse disait : « Voilà bien toujours les Parisiens avec leurs histoires! Nous sommes venus pour travailler : travaillons ! » Le débat sur les thèses, l'apparition émouvante de Bordiga — auquel fut fait un accueil qui montre bien qu'on ne saurait jouer, même en France, ni avec le nom ni avec l'autorité de l'Internationale — rassérénèrent l'atmosphère. Mais tandis que les idées s'échangeaient à la tribune, les ennemis de Souvarine, ou plus exactement certains d'entre eux ne renonçaient pas au projet qu'ils avaient fait « d'avoir la peau » du délégué français à l'Exécutif. L'étrange, l'inqualifiable mode de scrutin qui fut utilisé pour l'élection du Comité directeur et que Frossard a si justement flétri — favorise les pires embuscades ; son ineptie se mesure à ce double résultat : Verfeuil, adversaire de l'adhésion à la III^e Internationale, élu au Comité directeur ; Souvarine, pionnier de l'adhésion, investi de toute la confiance de l'Exécutif, exclu de ce Comité !

*
**

Je ne veux pas insister sur les incidents véhéments qui suivirent la proclamation du scrutin. La manœuvre dont le délégué français à l'Exécutif avait été victime appelait une riposte immédiate. Il s'en produisit deux : celle de Loriot, de Vaillant-Couturier, de Treint et de moi-même qui, considérant que l'élimination de Souvarine, avait une signification politique, sortirent avec éclat du Comité directeur, celle de Ker, de Tommasi, de Bestel, de Marthe Bigot, déclarant ne vouloir rester qu'à condition que Souvarine fût immédiatement confirmé dans ses fonctions de délégué à l'Exécutif.

Deux ripostes au lieu d'une : on peut estimer que c'est une de trop et que les protestataires eussent probablement mieux fait de se mettre d'accord dans une protestation commune mûrement délibérée à l'avance. S'ils ne l'ont pas fait, cela ne prouve qu'une chose : leur bonne foi, leur manque de calcul. Jusqu'au bout, en effet, ils ont voulu croire que les adversaires de Souvarine ne tiendraient pas le serment qu'ils avaient fait « d'avoir la peau » du délégué à l'Exécutif

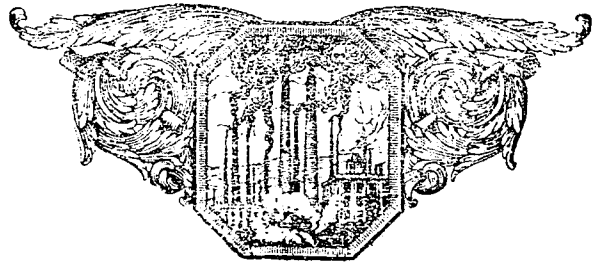
Quand la défaite de Souvarine fut devenue publique (et, pour ma part, je ne l'ai connue qu'à la proclamation du scrutin), chacun a réagi à sa manière, selon son tempérament : mais tous étaient d'accord sur le fond.

Toutes ces choses, qui ne sont pas tout à fait belles, ne doivent cependant pas être prises au tragique. Ceux qui parlent d'une « crise » ouverte dans le Parti, par la démission de Loriot et la sommation de Ker, font preuve de légèreté ou bien d'ahurissement. De crise, il n'y en a pas et il n'y en aura pas. Mais il y a une tendance qui vient de naître à l'intérieur de notre unité communiste : elle réunit des hommes d'origine diverse, que rassemble la volonté de mettre au-dessus de tout les principes, l'organisation, la tactique et les décisions de la III^e Internationale : elle exige que les gestes suivent de près les paroles et que les actes ne démentent pas la doctrine ; elle s'efforcera loyalement de faire de notre jeune Parti un « parti véritablement communiste ».

J'écris ces impressions à la hâte, à mon retour de Marseille. On pardonnera à un voyageur fatigué ce qu'elles peuvent avoir de cursif et de décousu. Je ne crois pas que mes impressions me trompent. Il y a de ces impressions qui vous trompent rarement. Il y a dans ce qui s'est passé à Marseille, ce qu'on a vu et ce qu'on n'a pas vu, selon le mot de l'économiste Bastiat. J'ai essayé de montrer que derrière la soi-disant querelle de personnes — qui n'eût pas valu d'être évoquée ici — il y a un conflit de tendances et de méthodes qui commence et qui cherche, sinon des objets, du moins des formules. Le choix de celui qui signe ces lignes est fait. Quoi qu'il arrive, il est avec Moscou, avec l'Internationale communiste.

La lutte pour la III^e Internationale, la lutte pour le communisme, n'est pas finie ; elle reprend à cette heure sous la forme d'une offensive de principes contre le *centrisme de l'intérieur*. Il s'agit d'achever l'œuvre commencée à Tours. En avant pour le Communisme ! Pour la III^e Internationale, debout et en avant !

Amédée DUNOIS.



La Semaine Politique

Bilan de fin d'année

Communistes ou bourgeois s'accorderont à dire qu'il n'est pas brillant, brillant. Le 21 janvier 1921, le ministère qui devait demeurer au pouvoir toute l'année se présentait pour la première fois devant la Chambre et obtenait la confiance par 475 voix contre 68. Si nous nous en rapportons à sa Déclaration, la France bourgeoise se proposait, dans l'ordre extérieur, d'obtenir de l'Allemagne, en plein accord avec les Alliés l'exécution du Traité de paix ; elle se refusait énergiquement à reconnaître la République socialiste de Russie : « Dans l'état actuel, disait la Déclaration ministérielle, pas plus que les gouvernements qui nous ont précédés, nous ne reconnaitrons le pouvoir des Soviets ».

Dans l'ordre intérieur, la Déclaration prêchait une politique de conciliation « républicaine »... dont le rapprochement avec Rome devait être la principale manifestation : « Le souci de la grandeur et de la prospérité de la France fait au gouvernement de la République un impérieux devoir de pourvoir à la représentation de notre pays partout où se discutent les grands intérêts internationaux ».

Au point de vue financier, le gouvernement estimait que le paiement par l'Allemagne des sommes portées à son passif par le Traité de Versailles était une nécessité de salut français : « L'équilibre de nos finances n'est possible que si l'Allemagne exécute les réparations que le traité de Versailles lui impose ».

Dans l'ordre social, enfin, le gouvernement s'affirmait prêt à réduire par la force toute manifestation révolutionnaire, en ajoutant toutefois : « Les réformes sociales les plus hardies ne sont pas faites pour nous arrêter dès lors qu'elles seront poursuivies dans l'ordre et la légalité ».

Nous allons voir dans quelle mesure M. Briand a réalisé ce beau programme de gouvernement

*
**

M. Briand se proposait d'obtenir de l'Allemagne — en plein accord avec les Alliés — l'exécution du Traité de Versailles. Il n'a pas maintenu l'accord avec les Alliés. Il n'a pas obtenu de l'Allemagne le respect du traité de Versailles.

Inaugurée par une brouille franco-anglaise, l'année s'achève par une brouille franco-anglaise. Sur la question des versements du Reich, comme sur la question de la Haute-Silésie, comme sur la question du désarmement, l'opposition de la France et de l'Angleterre s'est

affirmée avec persistance. Des propos rudes ont été échangés. L'impérialisme britannique, maritime, mercantile, volontiers conciliateur, s'oppose substantiellement à l'impérialisme français, continental, militaire et agressif. Nous avons vu récemment, d'autre part, à quel point les besoins économiques de la Grande-Bretagne dressait sa politique contre la politique de la France, diminuée par la question financière. Pour que l'Angleterre vive, disions-nous, il faut que l'Angleterre vende, qu'elle mette fin au plus tôt à la terrible crise de chômage qui sévit chez elle : d'où son besoin de ménager et de récupérer le vaste marché des consommateurs allemands. Toute la politique de l'Angleterre tend ainsi à décharger le Reich de ses obligations financières.

Pour que la France — la France bourgeoise — vive, il faut que l'Allemagne paie.

Ainsi opposés dans cette question vitale, les impérialismes français et anglais mènent deux grands peuples à la rupture.

Cette rupture ne sera pas compensée, d'ailleurs, par les versements sauveurs attendus de l'Allemagne. L'Allemagne n'a effectué en 1921 aucun versement important. Les sanctions militaires et économiques se sont soldées par un déficit pour les créanciers poursuivants. De gré ou de force, l'Allemagne n'a pas payé, et ne paiera pas grand-chose. Elle a annoncé qu'il lui était également impossible de faire face à son échéance du 15 janvier.

C'est ainsi que M. Briand a obtenu la pleine exécution du traité de paix...

Le ministère avait également déclaré qu'à aucun prix il ne pactiserait avec les Soviets. Avouons sans difficulté qu'il a jusqu'ici tenu parole. Des aventuriers protégés par ses agents diplomatiques tramant en Pologne et en Roumanie les funèbres projets dont la jeune République socialiste serait appelée à faire les frais sans le soin désarmant qu'elle met à préserver son existence. Le cataclysme de la sécheresse et de la famine n'a pas même inspiré à la France le grand geste de pitié que de naïfs idéologues attendaient d'elle.

Et cependant, une évolution paraît se dessiner dans nos milieux politiques. Sous la pression de l'Angleterre, le ministère admettra peut-être un premier contact avec les diplomates pesteux des Soviets.

Ainsi, le seul domaine dans lequel la politique extérieure de M. Briand n'ait pas été en échec, n'apparaît pas devoir lui réserver de nouvelles victoires.

Le bilan politique proprement dit a un passif moins chargé que le bilan diplomatique. Le gouvernement a fait sanctionner par les Chambres le rétablissement des relations avec

le Vatican. La façon dont les partisans de la reprise des relations ont posé le problème est tout à fait significative : pour eux, comme autrefois pour Thiers, l'Eglise est la grande sauvegarde de la bourgeoisie possédante. Elle enseigne l'humilité, l'obéissance, la résignation, vertus premières des opprimés. Le catholicisme — cela a été dit expressément — doit être aujourd'hui le rempart contre le bolchevisme. Le rétablissement des relations avec Rome prend ainsi son plein sens.

Est-ce à dire que le ministère Briand ait en toute occasion cédé aux suggestions de droite ? Son chef, pilote avisé, a su avec soin éviter cet écueil. Il est à peu près arrivé à la dissociation du Bloc National qu'il a remplacé par un Bloc des Centres, à la fois opposé au Bloc National et au Bloc des Gauches. D'ailleurs, le fameux Bloc des Gauches se fera-t-il ? Les radicaux adhèrent-ils au Bloc des Centres, où on leur fait maintes avances ? C'est impossible... Mais, sait-on ?

Quoi qu'il en soit, les consultations électorales de l'année ont marqué nettement un revirement d'opinion. Dans leur très grande majorité, elles ont été, pour le Bloc National, une lourde défaite.

Dans le deuxième secteur, comme en Haute-Savoie, comme dans l'Oise, comme à Charonne et à la Santé, la leçon a été sévère.

Le Bloc National vient de répliquer aux électeurs : il a supprimé les élections partielles.

La politique financière de la bourgeoisie a abouti cette année à une redoutable aggravation de la crise. On l'a longuement étudiée ici même, à de très fréquentes reprises. Nous n'y reviendrons pas. Bornons-nous à constater l'accroissement continu de la dette. L'Etat a émis 5 milliards de Bons du Trésor à deux ans, et à 6 % ; 15 nouveaux milliards de Bons ordinaires ont été émis d'autre part ; il faut ajouter à ces sommes les 1.500 millions d'emprunt émis par les chemins de fer pour couvrir le déficit, et garantis par l'Etat.

Ces divers emprunts d'Etat camouflés montrent à quels subterfuges en est réduit un gouvernement que fuit le crédit public. Pour la première fois depuis sept ans, une année se passe sans que l'Etat puisse franchement faire appel à l'emprunt. On nous avait pourtant annoncé l'ère des grands emprunts de consolidation. Il a fallu y renoncer. L'épargne eût refusé son concours.

L'Etat bourgeois ne peut pas espérer trouver le salut dans l'or ou dans les prestations allemandes. Cette année aura guéri les gens trop confiants de toute illusion à cet égard. Le 27 avril 1921, la commission des réparations a arrêté à 68 milliards de marks or, soit environ 200 milliards de francs papier, le montant de la créance française. L'Etat bourgeois n'a encore rien touché de cette somme. Il ne touchera vraisemblablement rien le 15 janvier prochain.

L'année 1921 aura marqué pour la France la ruine de tout espoir de relèvement financier autrement que par une vaste coopération internationale, inconciliable avec l'égoïsme capitaliste et nationaliste.

Au point de vue économique et social, cette année marquera parmi les années-douloureuses.

Certes, les changes paraissent s'être stabilisés. La balance commerciale est à peu près en équilibre. Les douze mois n'en ont guère été plus brillants.

La baisse des matières premières avait entraîné, au milieu de 1920, un effondrement subit des valeurs. De nombreuses entreprises furent gravement menacées. La Banque qui, jusque-là, avait favorisé par ses crédits l'accumulation, le stockage de nombreuses marchandises, qui, jusque-là, avait prêté volontiers sur des marchandises en hausse, coupa brusquement les crédits, se refusant à prêter sur des marchandises en baisse. L'économie capitaliste a entraîné ainsi cette conséquence, qu'un mouvement bienfaisant de baisse, impatientement attendu, s'est présenté sous une forme catastrophique. De nombreuses entreprises, privées d'argent, accablées de stocks, ont dû liquider à vil prix, et, n'ayant plus besoin de produire, ont licencié une grande partie de leur personnel, ou réduit considérablement son temps de travail.

Il s'en est suivi une crise grave de chômage, une baisse générale des salaires, alors que le coût de la vie ne diminuait pas sensiblement, la spéculation obstinée de chaque intermédiaire amortissant le contre-coup de la baisse sur les matières premières.

Les grandes grèves du Nord n'ont été oubliées par personne. Elles marquèrent un des épisodes les plus tragiques de la guerre des classes.

Quant aux vastes réformes sociales que l'Etat bourgeois annonçait, elles semblent avoir été bien oubliées... Aucun projet correspondant à ces ambitieuses promesses n'a été déposé. La dotation du budget du travail, déjà misérable, inexistante, a été rognée encore dans le budget voté dimanche par les Chambres.

Ainsi se solde une année de gestion bourgeoise et réactionnaire.

L'échec du gouvernement est complet dans le domaine de la politique extérieure ; les résultats obtenus en politique intérieure ont été nettement désavoués par la masse du pays ; l'année financière accroît lourdement les charges de la dette, et marque la rupture entre l'Etat bourgeois et le crédit public ; l'année économique est jalonnée de ruines ; le prolétariat paie de l'angoisse du chômage et de la misère les défaillances mortelles du capitalisme.

Quelles douleurs — et quelles leçons, quelles espérances ! — nous réserve 1922 ?

G.-E. LABROUSSE.

A propos de la Confession de Bakounine⁽¹⁾

La parution à Moscou du texte intégral de la *Confession de Bakounine* (publiée par la Librairie de l'Etat) ne manquera pas de poser, dans l'esprit d'un grand nombre de camarades plusieurs questions qu'il me semble opportun d'examiner ici.

I

Et d'abord fallait-il publier ce document ? Les militants russes les plus qualifiés considéraient en 1919 qu'il valait mieux en différer la publication. En cette époque de luttes révolutionnaires où le ralliement de toutes les forces d'avant-garde sur un programme d'action immédiate accroîtrait dans une proportion impossible à prévoir les chances de la révolution, il était sage, il eût été sage de ne point publier un document, d'une signification purement historique par lui-même, mais susceptible d'être déplorablement utilisé dans les polémiques par les uns et totalement incompris des autres. Car, des hommes qui croient pouvoir se revendiquer de l'idéal de Bakounine mais sont loin de posséder la liberté et la largeur d'esprit nécessaires à la recherche impartiale de la vérité, devaient dans la seule publication de la *Confession de Bakounine*, découvrir une intention hostile. Connaissant leur étroitesse d'esprit, leur susceptibilité sectaire, il était raisonnable de remettre à des temps plus calmes — que l'on n'entrevoit pas encore — la publication dans ces nouveaux matériaux concernant la biographie d'un grand révolutionnaire.

Mais il va de soi que cette publication ne pouvait pas être remise indéfiniment. Tel quel, Bakounine appartient tout entier à l'histoire du prolétariat révolutionnaire. Cette histoire ne peut pas être conçue de façon littéraire ou conventionnelle : elle doit être scientifique, vraie. A cette condition elle sera un élément de conscience révolutionnaire — et de force. Nous avons besoin de connaître les grands pionniers qui nous ont fait ce que nous sommes ; nous avons besoin de les connaître tels qu'ils furent en réalité. Ici comme ailleurs, nous avons droit à la vérité scientifique, fût-elle douloureuse et décevante. La taire, qu'il s'agisse de l'histoire d'un événement ou de l'histoire d'un homme, ce serait tromper les élites révolutionnaires et en les trompant, leur ménager de graves mécomptes. Quel que soit son caractère et le jugement qu'on portera sur elle, la *Confession* de Bakounine devait être publiée.

(1) Cet article fait suite à celui de l'avant-dernier numéro : *La Confession de Bakounine*.

II

On sait déjà qu'elle nous montre un Bakounine momentanément vaincu. N'en discutons pas le fond. Admettons-la un instant, pour la commodité du débat, tout à fait fâcheuse. *Pourrait-on dans ce cas en tirer parti dans les polémiques contre l'anarchisme ?* Ce serait manifestement absurde. Les faiblesses, les torts, les fautes, les crimes mêmes d'un homme aussi grand soit-il, ne peuvent en aucun cas servir d'argument contre les idées dont cet homme se revendique. Les idées relèvent de la critique rationnelle, de la critique de leurs applications pratiques et des résultats qu'elles donnent, de l'étude des conditions objectives de leur naissance et de leur développement. Mais les actions ou les attitudes individuelles de ceux qui les ont professées peuvent tout au plus fournir des éléments d'appréciation, d'ailleurs secondaires, dans cette dernière étude. En général, les hommes ne se haussent presque jamais à la hauteur de l'idéal qu'ils professent. S'il suffisait de citer leurs turpitudes coutumières pour réfuter un enseignement social, politique ou moral, rien ne subsisterait depuis bon nombre de siècles de tous les trésors de la pensée humaine... Le vieil anarchisme traditionnel, avec ses vastes envolées d'idéalisme, son utopisme souvent admirable, son simplisme quelquefois désespérant et sa totale incapacité pratique est susceptible du point de vue de l'action révolutionnaire efficace comme au point de vue doctrinal d'une discussion dans laquelle on n'a nul besoin, pour relever ses erreurs et ses anachronismes, d'injurier les gens ou d'exploiter basement ce qui nous reste de la souffrance d'un grand mort... Et si les fautes ou les faiblesses personnelles de ceux qui s'en réclament pouvaient quelque chose contre lui, il y a beau temps que les remueurs de boue l'auraient tué. Il est donc même superflu de rappeler que la *Confession* se rapporte à une période de la vie de Bakounine passablement antérieure à son activité d'anarchiste. Quel que soit le caractère de cette *Confession* elle ne peut pas servir d'argument dans les polémiques ou dans les discussions d'idées.

III

Dans quel esprit faut-il aborder l'étude (ou la simple lecture) d'un semblable document ? Il n'est en rien comparable à une publication actuelle dont l'auteur vit parmi nous, exerce une influence autour de nous, a un présent et un avenir qui sont les nôtres. Nous n'avons donc nulle peine à l'aborder avec tout

le détachement intellectuel nécessaire à l'intelligence objective des choses. L'intérêt du document est au premier chef historique et psychologique : il faut donc l'aborder dans un esprit scientifique. Rechercher la vérité sur la vie d'un homme et sur sa pensée, la constater, l'analyser, tâcher de la comprendre et, peut-être, ensuite, tâcher d'en tirer quelques enseignements : c'est tout ce qu'on peut faire. Et c'est beaucoup quand il s'agit d'un des plus grands révolutionnaires du siècle dernier.

Cela exclut toute vénération aveugle. Mais cela n'exclut nullement le respect de la mémoire de ceux auxquels l'humanité devra tôt ou tard sa libération. Et la part faite à la vérité scientifique qui peut contrarier nos aspirations mais ne les contrarie pas nécessairement, il est un tribut de respect, d'affection et d'admiration que nous aimons à leur rendre, qu'il est sain de leur rendre, car leur exemple nous est précieux et aussi le magnifique patrimoine intellectuel et moral qu'ils nous ont légué.

Tous les révolutionnaires du passé, quelles qu'aient été leurs discordes, leurs doctrines, leurs errements, n'appartiennent-ils pas à l'histoire du communisme ? La révolution actuelle ne continue-t-elle pas leurs efforts à tous ? Dans leurs vies et dans leurs enseignements il y eut toujours une part d'erreur, une part de vérité transitoire ou relative et une part de vérité historique durable qui nous est encore commune avec eux. Ce qu'ils ont fait pour leur classe, pour leur secte ou pour eux-mêmes le temps l'a effacé. Ce qu'ils ont donné à l'humanité nous est transmis pour que nous continuions leur œuvre. Sans doute ne pensaient-ils pas comme nous : mais nous savons que la vérité n'est pas faite, qu'elle se fait toujours et se dégage sans cesse des gangues de l'erreur. Ceux qui viendront après nous corrigeront en bien des points les conceptions qui nous paraissent les plus sûres : et c'est aussi là une des formes de la dialectique de l'histoire. Ainsi, quelles que soient nos opinions sur les idées de Bakounine, par sa vie et par son œuvre de révolutionnaire il appartient à l'histoire de la révolution communiste dont il aura été un des précurseurs.

Tel est bien le sentiment des communistes russes. A l'étude désintéressée, scientifique du passé, le communisme, pensent-ils, ne peut que s'enrichir. Et c'est en s'inspirant de ce principe qu'ils invitent tous les hommes de bonne volonté et de savoir à faire, avec eux, l'histoire de la révolution. Le Musée de la Révolution de Pétrograd, dont le collège est présidé par G. Zinoviev, compte parmi ses collaborateurs des sans-parti, des mencheviks et des anarchistes auxquels on a souvent offert des conditions de travail réellement enviables. L'irréductible menchevik Léo Deutsch — qui est d'ailleurs un adversaire probe et loyal — travaille, ainsi que d'anciens socialistes révolutionnaires, à dépeuiller les archives de la police du tsar — et la librairie de l'Etat pu-

blie ses travaux. Enfin, la commission d'histoire du Parti Communiste russe, l'Ispar, a décidé d'étendre ses recherches à l'histoire du mouvement révolutionnaire tout entier. L'idée maîtresse des communistes russes en cette matière, c'est qu'ils se sentent les héritiers, les continuateurs légitimes de tous ceux qui ont combattu pour l'avenir et pour la libération des exploités.

Cette idée, Zinoviev l'a précisée à plusieurs reprises : en rendant hommage aux *Narodovolsi*, révolutionnaire bourgeois et petits-bourgeois, du strict point de vue marxiste, qui ont entamé en Russie, vers 1870-80, la lutte contre l'autocratie ou encore en rendant hommage aux jacobins français (1). Radek ne qualifiait-il pas récemment Robespierre de « démocrate bourgeois » ? Mais à ce « démocrate bourgeois »-là, et à un autre qui s'appelait Danton, les communistes russes ont dressé des statues... Et pour la même raison bien qu'en matière de doctrine Bakounine soit encore souvent pour eux un adversaire actuel, ils ont gravé son nom — à côté de deux des socialistes-révolutionnaires Lavroff et Mikhaïlovsky — sur le monument des fondateurs du communisme. Cette façon de penser doit, me semble-t-il, être la nôtre.

Et sur Bakounine la vérité objective nous importe d'autant plus que sa mémoire nous apparaît plus grande.

V

Bakounine ! Ce seul nom reste un symbole, celui d'une indomptable énergie révolutionnaire, d'une soif inextinguible de justice et d'action, d'une puissante aspiration à la liberté, à l'idéal de liberté. Mort il y a moins d'un demi-siècle il a pourtant l'aspect, dans nos esprits, d'un héros légendaire. Sa vie accidentée, tempétueuse, d'insurgé, de dictateur, de condamné à mort, d'emmuré, de fondateur d'Internationale l'avait presque fait entrer vivant dans la légende — qui ne doit pas être comprise ici comme différente de la vérité mais plutôt comme un aspect supérieur, idéal, de la vérité. *Le document humain maintenant publié à Moscou va-t-il nous obliger à reviser profondément l'image que nous nous faisons de Bakounine ?*

J'ai lu ce document et je ne le pense pas. Ce sont des pages tristes et douloureuses qui feront souffrir ceux qui les liront, certes. Mais qu'en reste-t-il au fond ? Que l'insurgé de Dresde, emmuré vif pendant des années, dans une solitude effroyable, souffrit plus, bien plus qu'on ne s'en doutait, souffrit tant que la foi, l'espoir, semblèrent l'abandonner, et que sa volonté défaillit... D'autres, traversant les mêmes angoisses, ont mieux su se défendre contre eux-mêmes, mais qu'est-ce à dire ? Les

(1) Dans l'étude sur les Origines du Parti bolchevik, récemment publiée par le *Bulletin Communiste*.

forces intérieures de l'âme humaine ne sont pas définissable en « moyennes »...

Bakounine a défailli — et puis, redevenu un « vivant » parmi les peines, les risques et les espoirs, il s'est redressé, il est redevenu tel que nous l'imaginons : le Symbole. L'homme qui tombe et se relève et continue sa course jusqu'au bout a peut-être plus de mérite que le coureur heureux qui n'a pas trébuché. Mais savoir que Bakounine a trébuché, le savoir et le taire c'eût été également indigne de nous et indigne de sa mémoire.

VICTOR-SERGE.

Koursk, 1^{er} décembre 1921.

APPENDICE

Après avoir publié, sur la Confession de Bakounine, les deux émouvants articles de Victor Serge, nous devons donner la parole à Bakounine lui-même.

Après son évasion de Sibérie, il écrit à ses intimes amis Herzen et Ogaref, une longue lettre dans laquelle il leur racontait les péripéties de son existence de prisonnier et de proscrit. On trouve, dans cette lettre, une allusion à sa Confession au tsar Nicolas. Voici intégralement ce passage :

En 1851, au mois de mai, je fus transporté en Russie, directement dans la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul et relégué dans le ravelin d'Alexis, où je suis resté trois ans. Deux mois après ma relégation dans cette prison, je reçus la visite du comte Orloff qui se présenta au nom de l'empereur et qui me dit : « Sa Majesté m'envoie vers vous avec cet ordre : Dis-lui de m'écrire comme le ferait le fils spirituel qui aurait à se confesser à son père spirituel — Voulez-vous écrire ? » Je devins songeur pendant quelques instants : je réfléchis que dans un tribunal public, devant un « jury », j'aurais le devoir de rester dans mon rôle jusqu'au bout ; mais, qu'enfermé, comme je l'étais entre quatre murs, me trouvant au pouvoir d'un ours, il me serait permis d'adopter la forme, sans me faire un scrupule de cela. Je demandai donc un mois de temps. — j'acceptai. Et, en effet, j'écrivis une sorte de confession, quelque chose dans le genre de *Dichtung und Wahrheit* (1). D'ailleurs tous mes actes furent parfaitement connus : j'avais agi si ouvertement que je n'avais plus de secret à révéler à ce sujet. Après avoir dans cette lettre remercié Sa Majesté de sa condescendance, j'ajoutai : « Sire, vous désirez avoir ma confession, soit, je vous la ferai ; mais vous ne devez pas ignorer que le pénitent n'est pas obligé de confesser les péchés d'autrui. Après le naufrage que je viens de faire, je n'ai de sauf que l'honneur, mon seul trésor, et la conscience de n'avoir jamais trahi personne qui ait voulu se fier à moi, et c'est pourquoi je ne vous donnerai pas de nous. »

Après cela, « à quelques exceptions près », je racontai à Nicolas ma vie à l'étranger, en lui mentionnant tous les projets que j'avais formés, en lui faisant part de tous mes sentiments et de mes impressions, sans ménager les points où il pût puiser des enseignements sur sa politique intérieure et extérieure. Cette confession, calculée sur la précision de ma position sans issue et, d'un autre côté, sur le tempérament énergique de Nicolas, fut écrite en termes très hardis, — et c'est pour cette raison que ma lettre lui plut. En effet, je lui saisis gré de ne pas m'avoir questionné après sur aucun autre sujet. Après avoir fait trois ans de prison dans la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul, je fus transporté

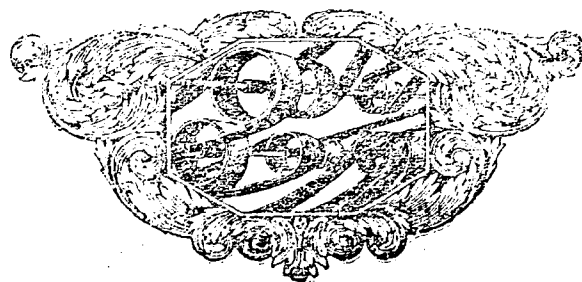
à Schlüsselbourg, où je suis resté trois autres années. Je fus atteint du scorbut et toutes mes dents tombèrent.

Ah ! quelle chose horrible que cette relégation à perpétuité ! Traîner une existence sans but, sans espoir, sans aucun intérêt de la vie. Et se dire chaque jour : Demain je serai encore plus abruti que je ne le suis aujourd'hui ! Souffrir des semaines entières d'un horrible mal de dents qui revient sans cesse. Et cette insomnie qui chasse le sommeil nuit et jour — et quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, même pendant les courtes heures du rêve, se trouver sous l'empire d'une fébrile agitation qui vous remue le cœur et le foie, avec le « sentiment fixe » que vous n'êtes qu'un esclave, qu'un cadavre...

Cependant, je ne perds pas tout mon courage. Si la religion avait encore été vivace dans mon cœur, elle se serait effondrée pendant mon séjour dans cette prison de la forteresse. Je ne désirais qu'une chose, c'est de ne pas me laisser aller jusqu'à la réconciliation et la résignation, de ne changer en rien, de ne pas m'avilir au point de chercher ma consolation en me trompant moi-même, — conserver jusqu'à la fin, intègre, le sentiment sacré de la révolte...

Dans le Bulletin de la Fédération jurassienne (supplément au numéro du 9 juillet 1876), James Guillaume consacra un article à Bakounine qui venait de mourir (le 1^{er} juillet, à Berne) ; il y consigna des souvenirs recueillis de la bouche même du grand révolutionnaire sur la dernière période de sa captivité — la période de Schlüsselbourg (1854-1857), postérieure d'au moins trois ans à la rédaction de la Confession. Ce document montre que si Bakounine avait eu quelques années plus tôt un moment de dépression et de faiblesse, il n'avait pas attendu pour se reprendre d'avoir échappé définitivement aux griffes de ses bourreaux.

« L'atroce régime de la prison avait complètement délabré son estomac ; vers la fin, nous a-t-il raconté, il avait pris en dégoût tous les aliments, et on était arrivé à se nourrir exclusivement de choux aigres hachés (chêchi). Mais si le corps s'affaiblissait, l'esprit restait inflexible. Il craignait une chose par-dessus tout : c'était de se trouver un jour amené, par l'action débilite de la prison, à l'état d'abâtissement dont Silvio Pellico offre un type si connu ; il craignait de cesser de haïr, de sentir s'éteindre dans son cœur le sentiment de révolte qui le soutenait, et d'en arriver à pardonner à ses bourreaux et à se résigner à son sort. Mais cette crainte était superflue ; son énergie ne l'abandonna pas un seul jour, et il sortit de son cachot le même homme qu'il y était entré. Il nous a raconté aussi que pour distraire les longs ennuis de sa solitude, il aimait à repasser dans son esprit la légende de Prométhée, le Titan bienfaiteur des hommes, enchaîné sur un rocher du Caucase par les ordres du tsar de l'Olympe ; il songeait à la dramatiser, et nous avons retenu la mélodie douce et plaintive, composée par lui, du cœur des nymphes de l'Océan venant apporter leurs consolations à la victime des vengeances de Jupiter.



(1) *Poésie et Vérité*, de Goethe.

Une brochure de Rosa Luxembourg

Paul Lévi vint de publier une brochure de Rosa Luxembourg, qu'il croit pouvoir brandir comme une arme contre la Russie des Soviets. Il espère mettre les communistes dans la cruelle alternative d'avoir à se prononcer entre la grande révolutionnaire et la Russie des Soviets. Il n'en sera rien, et nous pourrons garder notre amour pour Rosa tout en continuant à nous inspirer des idées de la Révolution russe.

La brochure en question fut écrite pendant l'été de 1918, alors que Rosa Luxembourg se trouvait dans la prison de Breslau. Ce fait a son importance. Isolée du monde extérieur, Rosa Luxembourg pouvait-elle être bien renseignée sur ce qui se passait en Russie ? Paul Lévi prétend, il est vrai, qu'on était parvenu à faire entrer dans la cellule de Rosa tous les documents sur le mouvement des Soviets. Il nous sera permis d'en douter. Les belles lettres que Rosa écrivit de sa prison à la compagne de Karl Liebknecht ne donnent pas précisément l'impression que Rosa Luxembourg passait ses journées à lire des documents révolutionnaires. Elle paraît, au contraire, surtout d'après les lettres datées de Breslau, avoir vécu dans une espèce de passivité dont elle se consolait en contemplant de sa fenêtre le vol des oiseaux, les arbres et les lumières changeantes dans le ciel. De même, ce qu'elle nous raconte de ses lectures semble démontrer que, bien contre son gré, elle en était, dans le choix de ses livres, réduite à des auteurs qui, pour être de grands écrivains, n'étaient pas précisément ceux auxquels devait aller sa préférence dans les plus grands moments de l'histoire. D'autre part, ce que nous savons des prisons de Rosa Luxembourg nous permet de douter que ce soient des lieux où, sous l'ancien régime allemand on ait pu accumuler des brochures révolutionnaires.

Mais, ce ne sont là que des suppositions. Ce qui pourtant semble les confirmer c'est que, dans toute la brochure de Rosa Luxembourg, nous ne trouvons cités que deux écrits sur la Révolution russe. Quand on se rappelle avec quel scrupule Rosa Luxembourg avait l'habitude de se documenter, cela paraît tout au moins étrange.

D'ailleurs, la lecture de la brochure laisse l'impression très nette que Rosa n'était renseignée que d'une façon sommaire.

Mais avant d'analyser la brochure disons quelques mots sur la longue introduction — plus longue que le texte même — dont Lévi la fait précéder. L'argumentation dont se sert Paul Lévi est pour le moins étrange. Il approuve, cela va sans dire, tout ce que Rosa avance contre le régime des Soviets. Mais il nous semble guidé par des considérations fort différentes de celles qui inspiraient Rosa. Paul Lévi s'élève contre la dernière évolution de la politique du gouvernement des Soviets. Or, au moment où Rosa Luxembourg formulait ses critiques, les questions se posaient évidemment pour elle d'une toute autre façon. Paul Lévi d'ins sa logique nous fait penser à une mère qui, ayant déconseillé à son enfant de sortir parce qu'il allait pleuvoir, prétend avoir eu raison, malgré un soleil radieux, parce qu'en sortant son enfant a été mordu par un chien enragé. Ce qui semble avoir avant tout préoccupé Rosa Luxembourg, c'est la crainte que la Russie ne finisse par se désagréger. Paul Lévi aujourd'hui ne peut avoir la même préoccupation, et pour cause. Ce qu'il reproche à Lénine

c'est de faire des concessions aux capitalistes étrangers, cela ne l'empêche pas de prendre Rosa Luxembourg à témoin, et de se prévaloir de critiques tout à fait autrement orientées pour lui faire dire ce qu'elle ne dit pas.

Quant à Rosa Luxembourg, il est certain qu'elle ne voulait pas que cette brochure fût publiée et qu'elle se réservait de faire une étude plus approfondie du régime des Soviets. Reste à savoir si, après avoir quitté la prison, elle a maintenu les jugements qu'elle portait, avant le mois de septembre 1918 sur la Révolution russe. Nous avons donc dans l'*Humanité* les témoignages de Radek, de Clara Zetkin et de Louise Kautsky qui prouvent manifestement le contraire.

Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que Rosa Luxembourg ait tiré un enseignement des événements et corrigé ses jugements. Elle n'était pas du tout ce que l'on pourrait appeler une doctrinaire. « La réalisation pratique du socialisme, en tant que système économique, social et juridique, dit-elle à la page 43 de sa brochure, loin d'être une somme de prescriptions toutes faites que l'on aurait qu'à appliquer, est une chose qui reste absolument dans les brouillards de l'avenir. Ce qui est à notre programme, ce sont tout au plus des directives, qui peuvent nous renseigner sur les voies dans lesquelles nous devons chercher les réalisations, et qui ont la plupart du temps un caractère négatif. Nous savons à peu près ce que nous devons écarter d'abord pour frayer le chemin au nouvel ordre socialiste ; mais quant à savoir de quelle façon les milliers de mesures grandes ou petites doivent être prises concrètement, pour introduire les principes socialistes dans les ordres économique et juridique et dans tous les rapports sociaux, il n'y a ni programme, ni manuel socialiste qui puisse nous renseigner à ce sujet. »

Rosa Luxembourg, esprit scientifique, croyait donc à l'expérience et savait mettre à profit les enseignements de la vie. Et c'est précisément en quoi elle nous semble supérieure à tant d'autres militants, tel Paul Lévi lui-même, qui à propos de tout changement de tactique imposé aux révolutionnaires par la force des choses, ne savent que se lamenter et crier ruine et perdition.

Après avoir mis le lecteur en garde et lui avoir montré que la brochure de Rosa Luxembourg ne peut pas être considérée comme exprimant le jugement définitif de cette dernière sur la Révolution russe, nous nous bornerons à en examiner l'idée principale. Rosa aurait voulu que Lénine, après avoir dissous l'ancienne Assemblée Constituante, en convoquât une seconde. Elle croyait que le peuple russe aurait donné aux membres de cette nouvelle assemblée son impulsion révolutionnaire et qu'ainsi la Révolution russe se serait faite pour ainsi dire organiquement, en contact direct avec la vie même et les expériences que celle-ci aurait apportées. Rosa se prévaut de l'histoire. « Les représentants d'un peuple, si timorés qu'ils soient, dit-elle, sont forcément entraînés par la masse, du moment où cette masse est animée d'un esprit révolutionnaire. » Mais est-ce bien vrai ? Et ne serait-il pas plus exact de dire que si les représentants se laissent entraîner jusqu'à un certain point par la masse, le moment viendra où ils opposeront à tout élan révolutionnaire une force d'inertie, ou même ils feront tout pour l'entraver ? Il en fut

ainsi de l'Assemblée Constituante pendant la Révolution française. Les décisions prises dans un élan généreux, pendant la nuit du 4 août, furent paralysées dès qu'il fut question de les mettre à exécution, et l'Assemblée Constituante termina sa carrière par les massacres du Champ de Mars.

D'autre part, est-on fondé à opposer à un corps de représentants organisés la grande masse non organisée ? Si le peuple agit sur ses représentants, ce n'est en général qu'en vertu d'organisations qu'il s'est créées lui-même, en dehors de toute légalité. Les comités municipaux du commencement de la Révolution, les formations spontanées des gardes nationales, les clubs des Jacobins et, dans un certain sens aussi, les sections de Paris, furent les Soviets de la Révolution française.

D'ailleurs, les événements tragiques de l'Allemagne n'ont-ils pas infligé à la thèse de Rosa un trop cruel démenti ? Dans un passage de sa brochure, Rosa Luxembourg cite le cas du petit Scheidemann (Scheidemannchen) et de ses partisans, qui, à certains moments, sous l'impulsion du dehors, devenaient des révolutionnaires. Mais aurait-elle dit la même chose quelques mois plus tard ? Il y a certains événements qu'il vaut mieux ne pas rappeler, et il eût été plus discret de la part de Lévi de ne pas faire état d'une théorie qui aboutit à la grande tragédie dans laquelle sombra la Révolution allemande et qui coûta la vie à Rosa Luxembourg elle-même.

Nous voudrions, avant de finir, dire quelques mots sur la personnalité de Rosa, telle qu'elle se dégage de la brochure. Nous y retrouvons bien la Rosa que nous aimons et qui est pour nous la personnification la plus pure de l'esprit révolutionnaire. Toutes les objections qu'elle fait contre le régime des Soviets nous paraissent dictées par l'amour de la Révolution russe. Rappelons encore une fois les circonstances dans les-

quelles elle écrivit sa brochure. L'Allemagne, à ce moment, était victorieuse, et il devait sembler à Rosa que la Révolution russe ne pourrait se maintenir que par miracle. Mais ce miracle allait-il se produire ? Et n'était-il pas de son devoir de vieille militante de faire part de ses appréhensions à ses amis ? Les dirigeants de la révolution n'allaient-ils pas succomber sous le poids immense dont les chargeait tout un monde d'ennemis ? Et ne risquaient-ils pas, en pareille situation, de commettre des erreurs qui pourraient être irréparables ? Si je voulais caractériser sa brochure, je la comparerais à un calepin sur lequel on inscrit certaines objections que l'on va soumettre à un ami. Est-il légitime alors, pour ne pas dire davantage, de faire état contre cet ami de ces objections, qui ne sont en somme que des interrogations anxieuses ?

Nous nous réjouissons d'avoir pu lire la brochure de Rosa Luxembourg, car nous avons une fois de plus pu admirer ce grand cœur qui, avec un souci maternel, embrassait tout ce qui concernait la grande cause révolutionnaire et qui ne pouvait s'empêcher, dans un moment où le grand événement, si longtemps attendu, allait enfin se produire, de se demander anxieusement : « Est-il bien vrai que le grand jour soit arrivé ? »

« Ce qui importe dans la période où nous sommes, alors que nous nous trouvons dans le monde entier devant les combats décisifs, dit Rosa en terminant sa brochure, ce n'est pas telle ou telle question de tactique, mais c'est avant tout la puissance d'action du prolétariat, la volonté d'agir des masses, la ferme volonté de faire régner le socialisme. En ce sens, Lénine, Trotsky et leurs amis ont été les premiers à donner l'exemple au prolétariat mondial, et jusqu'ici ils sont encore les seuls qui soient en droit de dire, avec le chevalier Hutten : « J'ai osé ».

Alix GUILLAIN.

A propos d'une déplorable Manœuvre

Paul Lévi vient d'éditer une brochure intitulée : « *La Révolution Russe, Appréciations, Critiques extraites des Papiers de Rosa Luxembourg* ». Notre camarade Rosa Luxembourg l'avait commencée, en été 1918, à la prison de Breslau, et ne l'avait jamais terminée. Elle se proposait de préciser plus en détails son opinion sur la révolution russe. Mais libérée par la révolution allemande, elle ne trouva pas, quel que fût son désir, l'occasion d'exécuter ce projet.

Nous tenons à constater publiquement que ni Rosa Luxembourg, ni Léon Joguichés n'ont jamais voulu la publication de cette étude critique conçue en 1918. Ce n'était pas possible, en égard à la situation de la Russie des Soviets et de son parti dirigeant. Peut-être l'existence de la jeune république des Soviets ne fut-elle jamais aussi chancelante qu'en été 1918.

Nous déclarons, en outre, que le contenu de la brochure, du moins dans les questions les plus essentielles, ne correspond pas à l'opinion que Rosa Luxembourg a professée publiquement après sa libération de la prison, et jusqu'à sa mort.

Ses articles, ses notes, certains passages du programme du groupe Spartacus, sa critique

de la social-démocratie majoritaire, etc., en témoignent. L'opinion de Rosa Luxembourg s'était profondément modifiée sur la Constituante, sur la Démocratie, sur les systèmes des Soviets, sur la Terreur. Ce changement de vues explique sans doute pourquoi elle n'avait ni terminé, ni publié elle-même sa brochure. Le même changement de vues fut la raison manifeste qui amena Léon Joguichés, l'ami le plus intime et le compagnon de lutte de Rosa Luxembourg pendant toute sa vie, celui qu'elle disait elle-même être sa « conscience critique », à s'opposer à la publication de ce manuscrit et même à demander que certaines feuilles en fussent brûlées.

Tout cela, Paul Lévi ne le sait que trop bien. Le manuscrit qu'il publie maintenant était depuis trois ans entre ses mains. Mais tant qu'il fut membre et leader du Parti Communiste il s'abstint de le faire connaître. S'il le sort aujourd'hui de ses tiroirs, et le publie, en y ajoutant une introduction prolixe et prétentieuse, c'est car il entend exploiter l'œuvre inachevée de Rosa Luxembourg dans un but étranger à la critique révolutionnaire.

Berlin, 20 décembre 1921.

Clara ZETKIN, A. WARSKY.

BIBLIOGRAPHIE

La Nouvelle Étape, par Léon TROTSKY

Le premier Congrès communiste amena la constitution de la 3^e Internationale, que les socialistes dénoncèrent presque partout comme un ferment de discorde. Le deuxième Congrès communiste international vota les 21 conditions restées fameuses, bien moins pour rebuter les social-démocrates incorrigibles que contre les sympathisants faibles et douteux. En revanche, le troisième Congrès de Moscou causa parmi les social-démocrates et les centristes une profonde satisfaction, motivée par sa prétendue orientation à droite. Bon nombre de communistes, par contre, ne furent pas satisfaits de ses décisions dans lesquelles ils virent des concessions aux éléments centristes et mi-centristes, et dont ils appréhendaient l'effet sur les masses révolutionnaires. Ce n'est pas sans raison que l'on vit au troisième Congrès de vieux militants communistes encore couverts des sueurs et du sang des dernières batailles se rallier à des nouveaux venus enthousiastes, à peine détachés des anciens partis socialistes, pour combattre avec eux les thèses concernant la tactique et la situation mondiale.

C'est qu'il est bien difficile de faire comprendre la nécessité d'une retraite à des hommes qui, sortant de la mêlée, sont encore sous l'influence des impressions d'une lutte ardente, et à des jeunes troupes fraîches qui ne font que d'arriver au front. Sans doute ma comparaison, empruntée au langage militaire, est-elle bien insuffisante, comme toutes les comparaisons, surtout lorsqu'il s'agit (soit dit avec tout le respect dû à l'art militaire) de stratégie et de tactique des luttes des classes, choses autrement difficile que celle qu'on enseigne dans les écoles de guerre. Expliquer la nécessité d'une retraite militaire à ces deux catégories de militants n'eût pas été difficile. Mais il le fut d'amener maints délégués — et j'étais du nombre — à comprendre la nécessité d'une étape nouvelle dans les luttes du prolétariat mondial et de celle étape, telle que le troisième Congrès de Moscou l'a comprise. Il fallut persuader ces camarades au prix d'un travail assidu. On y réussit. Et l'omission — abstraction faite du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (K. A. P. D.) aujourd'hui sorti de la 3^e Internationale et qui s'engageait dès lors dans une voie désespérée — finit par accepter les thèses présentées en demandant seulement qu'elles fussent rédigées de manière à ne point rebuter les éléments révolutionnaires et à ne point encourager les éléments centristes.

Il fallut naturellement bien moins de temps pour faire reconnaître les faits constatés par les résolutions du troisième Congrès que pour faire ac-

cepter ces dernières au sein des Partis Communistes et les faire comprendre de bon nombre de militants. Cette assimilation, parfois difficile, des thèses du troisième Congrès a été en quelque sorte une pierre de touche non seulement pour le sentiment révolutionnaire, mais encore et surtout pour le degré de maîtrise de la dialectique marxiste des camarades. Car un communiste ne doit pas être seulement un vigoureux révolutionnaire, il faut aussi qu'il soit un dialecticien alerte et souple. Il ne doit pas seulement savoir faire une trouée dans le front de la classe ennemie et tenir jusqu'à la mort à son poste : il faut qu'il sache aussi changer de position, opérer des retraites partielles et tourner l'adversaire. Un militant n'est pas nécessairement bon tacticien. Et un bon tacticien n'est pas toujours un stratège habile et hardi. C'est pourquoi nombreux sont les excellents révolutionnaires qui n'ont pu encore se familiariser avec la tactique établie par le troisième Congrès de Moscou, tandis que, d'autre part, des tacticiens habiles l'ont accueillie avec un zèle et un enthousiasme vraiment suspects. Cela peut causer à notre mouvement le plus grand préjudice. Et nous devons nous efforcer d'amener réellement tous nos partis sur les lignes établies par le 3^e Congrès en recourant, s'il le faut, au remplacement de certains militants dans les postes dirigeants.

Ce qui importe surtout, en ce moment, c'est de mettre à la portée de tous les adhérents de la 3^e Internationale le fondement et le sens des décisions des trois Congrès mondiaux. Aux centristes, il s'agit de montrer sans ménagement que rien, dans les décisions des Congrès communistes internationaux, ne peut servir de justification à leur trahison de la cause révolutionnaire prolétarienne. Aux communistes les moins instruits, il faut apprendre à saisir et reconnaître dans les débats qui se sont succédé sur la tactique communiste, l'essence de la dialectique marxiste et que le revirement opéré ne signifie ni une retraite doctrinale, ni une rechute dans l'opportunistisme. Et aux éléments « libéraux », « radicaux », il faut faire comprendre, avec toute l'énergie requise, que s'ils persistent dans leurs étonnements, le mouvement est appelé à passer sur eux.

Et nous possédons pour ce faire un auxiliaire excellent dans le livre nouveau du camarade Trotsky : *La Nouvelle Étape*. Ce livre est fait de deux discours prononcés par le camarade Trotsky à la veille et au lendemain du congrès, dans les assemblées de l'organisation communiste de Moscou. Le premier, sur la *Situation mondiale*, pro-

noncé par Trotsky, dans sa langue maternelle, est plus clair et plus précis que le rapport qu'il présentait au congrès en langue allemande. Ce rapport ayant servi de base aux débats sur la tactique, le discours prononcé à l'organisation de Moscou sera un complément nécessaire au compte rendu du congrès. Le second discours, *l'École de la Stratégie révolutionnaire*, contient une interprétation excellente des décisions du 3^e Congrès (1).

* *

Dans son discours-programme bien connu, Rosa Luxembourg dénonça autrefois l'idée que la guerre mondiale et ses conséquences désastreuses avaient créé en Europe une situation pareille à celle de l'année 1848 et que le prolétariat devait, par suite, se placer sur le même terrain que Marx et Engels à cette époque. « Aujourd'hui que les turpitudes des Partis socialistes ont valu à la révolution de 1918-1920 une défaite dans l'Europe centrale ; aujourd'hui que le capitalisme a regagné du terrain, que la bourgeoisie a récupéré le pouvoir, on pourrait admettre que l'Internationale ait à tirer de cette situation des déductions semblables à celles que formulèrent jadis Marx et Engels, non au lendemain de l'effondrement de la Révolution, mais après la Commune de Paris et en présence de la prospérité capitaliste qui suivit. » Ces déductions sont résumées dans la célèbre préface écrite par Engels pour les *Luttes de classe en France* (1895), dans des conditions et sous des influences toutes particulières, qui font que ces pages ont été abondamment citées par tous les contre-révolutionnaires du monde.

Trotsky compare ces deux époques historiques. Il démontre à grands traits que les révolutions de 1848 et de 1918-1920, ainsi que les périodes de relèvement qui les suivent sont d'essence absolument différentes. La révolution de 1848 balaya les obstacles considérables qui, jusqu'alors, avaient entravé le développement du capitalisme. Elle élargit les cadres du capitalisme et lui permit d'arriver à son apogée. On ne peut vraiment pas en dire autant de la révolution de 1918-1920. Par une argumentation concise et puissante, Trotsky met à nu les bases économiques de la crise et de la situation actuelles. La guerre a ramené l'Europe à trente années en arrière. Non en la rajeunissant, mais en l'appauvrissant. Par rapport aux classes et à l'accentuation de leurs antagonismes, l'Europe semble même avoir rétrogradé de trois siècles. Car les classes et groupes sociaux se voient forcés de se disputer avec acharnement les restes de fortunes nationales effroyablement diminuées. De ce point de vue, Trotsky démontre sans peine l'inconsistance des conclusions des déserteurs de la révolution, gens de l'Internationale 2 1/2 et renégats du communisme : Serrati et Lévi. « La situation mondiale et les perspectives sont révolutionnaires au possible. » C'est sur ces mots que Trotsky termine son analyse. Et qu'en déduit-il ? Il écrit : « Les conditions premières nécessaires à la victoire sont données, mais seules une tactique habile et des organisations affermisses peuvent nous l'assurer. »

Cette conclusion nous conduit au second discours de Trotsky, qu'on pourrait appeler un résumé concis des éléments de stratégie révolution-

naire. Nous n'en donnerons ni le sommaire, ni des extraits. Les camarades doivent lire eux-mêmes ces fortes pages. Les chapitres consacrés aux erreurs de la guerre, à l'aventurisme, aux appréhensions des éléments extrêmes, à la situation en Allemagne et en Italie sont tout à fait importants. Pour ce qui est du chapitre traitant de la situation en France, on y retrouve quelque peu les erreurs d'appréciation déjà formulées par Trotsky au sein du Comité Exécutif de l'I. C., à la veille du Congrès mondial, dans son discours relatif à la question française. Pendant ces discussions, des militants lui répliquèrent qu'il négligeait de mentionner l'inaction du Parti français lors de la mobilisation de la classe de 1921, lors de l'occupation du Luxembourg à l'occasion de laquelle le Parti ne formula même pas de protestation parlementaire, lors des menaces d'occupation du bassin de la Ruhr. La lecture de ce chapitre laisse malheureusement l'impression qu'il ne fut alors envisagé que l'hypothèse d'une résistance violente à la mobilisation et d'une provocation à la guerre civile. C'est là une grosse erreur, et l'on ne peut que regretter que le camarade Trotsky ne l'ait pas corrigée dans son livre. Mais elle n'amointrit en rien le bien-fondé de son argumentation dans la question de la mobilisation de la classe 1921. Et ce chapitre reste d'une grande actualité pour la Tchéco-Slovaquie, où le Parti Communiste discute aussi de l'attitude à observer en cas de mobilisation.

« *Pas d'orientation à droite, mais une préparation sérieuse à la prise du pouvoir* », tel est le titre du dernier chapitre. Ces seuls mots résument admirablement le sens véritable des décisions factuelles du 3^e Congrès mondial : préparation sérieuse dans le domaine intellectuel et moral, et besogne d'organisation en regard à la vague révolutionnaire qui déferlera nécessairement après la courte période actuelle de développement capitaliste.

Cette préparation exige de la part des camarades une nette compréhension des décisions du 3^e Congrès mondial. Le nouveau travail du camarade Trotsky est de nature à y contribuer à un haut degré. Il est donc à souhaiter qu'il soit bientôt entre les mains de tous les camarades.

K. KREIBICH.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

(1) Les thèses sur la situation mondiale et sur la tactique, ainsi que les démonstrations graphiques dont Trotsky s'est servi au Congrès mondial étant annexées à ses deux discours et les comptes rendus sténographiques du 3^e Congrès tardant malheureusement trop à paraître, la lecture de cet opuscule du camarade Trotsky est indispensable à l'étude des résultats de ce Congrès.

Souvenirs de Journées révolutionnaires

I

Au crépuscule, les trois rangs de fenêtres de l'Institut Smolny, lourde et large bâtisse, apparaissent dans le jointain.

Par la rue large que la neige vient de recouvrir, les gens se hâtent vers ces lumières lointaines. Soldats, marins, civils au col du pardessus relevé, motocyclettes fugurantes, automobiles. Sur le seuil de Smolny, une mitrailleuse Hotchkiss, entourée de chiffons, car le froid mord déjà, et dont on ne voit que la gueule d'acier. Un soldat sibérien fume un énorme cigare.

Dans le vestibule, on se bouscule. Quelqu'un prie les entrants de ne pas trop se hâter et de prendre chez le commandant un laissez-passer : « Vous arrivez à temps, camarades ! »

*
**

Mais c'est une foule nerveuse, hâtive, envahissante, que ces murs, semble-t-il, ne peuvent contenir, et qui gronde.

Naguère, pourtant, et hier encore, le silence et la bienséance régnaient ici. Les institutrices des jeunes filles nobles passaient dans ces corridors d'un pas cérémonieux, les filles de la noblesse, dont le règne vient de se terminer, gravissaient en courant ces escaliers. Et de temps à autre, entourés d'un murmure flatteur, des vieux petits messieurs, chamarrés et décorés, aux yeux sans regard, daignaient se montrer. Le tumulte envahit maintenant ce couloir. On distingue, dans la confuse rumeur, les pas des postes de garde qu'on relève. Passent en un seul flot gris des patrouilles, des escouades, des estafettes. Passe un marin en bonnet d'astrakan, traînant au bout d'une corde, comme un chien, une mitrailleuse.

Tant de haleines, tant de sueurs montent là qu'une buée recouvre les ampoules électriques.

On apporte des cartouches et des grenades.

— Camarades, au Palais d'Hiver !

— Contre le pouvoir de Kornilov !

On apporte du pain. On apporte des brochures. Je vois passer des seaux de soupe aux choux fumante. Puis traîné, porté par des mains incon nues, un corps blessé ou mort, recouvert d'une vareuse de soldat maculée.

*
**

Il y a des chefs, mais on ne les voit pas encore.

Ici même, dans des chambres étouffantes, entourés d'appareils téléphoniques, les hommes qui dirigent l'insurrection travaillent depuis plusieurs jours, sans répit, sans sommeil. Le souffle de la masse et l'œuvre formidable à accomplir les emportent.

Une clameur faite de milliers de voix couvre par moments, la voix cassante et volontaire de Trotsky, la voix calme et impérieuse de Lénine, les ordres

jetés fiévreusement par tant d'autres chefs des batailles de novembre.

On étouffe. Au premier étage, dans la salle des fêtes, 2.000 hommes s'entassent. Entre les colonnes, une petite tribune couverte d'étoffe rouge a été dressée. Des orateurs s'y succèdent de cinq en cinq minutes. Tout parle en eux, les yeux, les dents, les poings. L'un d'entre eux ne s'est pas contenté de parler à la tribune. Il est monté sur une table et se dresse au-dessus de la foule, lourd, traou, avec une tête à la fois rousse et grisonnante et un regard bleu. Il froisse nerveusement sa ceinture, en attendant qu'on s'apaise et qu'il puisse parler.

— Me connaissez-vous, camarades ? — Oui ! — Savez-vous ce qu'il faut faire, camarades ? — Oui !

On sait ce qu'il faut faire...

*
**

Adossé au mur, un doigt accroché au revers de son pardessus fourré, une cigarette entre les dents, un jeune homme en chapeau melon regarde. Il s'est visiblement perdu, dans le tourbillon. Il regarde, s'absorbe et, par moments, s'adresse à ses voisins et leur demande, en un français hésitant, qu'on veuille bien lui indiquer le bureau des renseignements.

— Vous êtes Français ?

C'est un Américain. Un anarchiste. Il est venu voir la révolution russe.

— Et ça vous plaît ?

Oui, ça lui plaît. En six mois, les Russes ont fait plus que les Français et que bien d'autres en des années. Ils iront loin, seulement il ne pensait pas qu'ils se battraient entre eux. Tolstoï et la non résistance au mal ne faisaient pas prévoir cela. Les Russes réservent des surprises.

L'Américain s'en va à la recherche du bureau de renseignements. Un soldat barbu, qui l'a entendu parler une langue étrangère, se retourne et le dévisage. Ce soldat porte un seau rempli de soupe. Et il a des bras nus que sillonnent de grosses veines bleuâtres.

L'anarchiste américain a un beau paletot fourré, commode et chaud. Dans l'enfer même il chercherait le bureau des renseignements (1).

*
**

Le « Perron des Enfants » du Palais d'Hiver domine sur la Néva. Au-dessus, une lanterne. La lumière se reflète dans une flaque d'eau, puis, au loin, sur l'eau noire du fleuve.

(1) Note du trad. — Nous croyons reconnaître ici le camarade Robert Minor. Mais, en ce cas, l'auteur se trompe dans son appréciation. R. Minor n'a pas longtemps cherché le bureau des renseignements. Il est aujourd'hui un des militants les plus en vue du Parti Communiste américain.

Des automobiles grondantes attendent là. Hier et ce matin encore, un flot d'automobiles remplissait le quai. Maintenant, il n'y en a guère. On a cessé de venir au Palais d'Hiver.

Derrière le Palais, il y a la Néva et une chaîne de junkers. Devant, de petites barricades, maladroïtement construites en bûches. Aux embrasures, ménagées pour le tir, parmi les bûches, les femmes d'un bataillon d'assaut, le fusil au poing, courtaudes, perdues, défendent l'ordre. Quatre mitrailleuses. Une charrette de briques amenée là par hasard.

alentour, au delà, des coups de feu fréquents, des montées de fusées dans le ciel noir. Ce sont les bolcheviks de Smolny qui les lancent ou les marnent au pont Nicolas.

A trois heures, Smolny a proposé au gouvernement provisoire de rendre les armes et le pouvoir. A 4 heures, les junkers et le bataillon des femmes ont promis aux ministres de les défendre jusqu'à la dernière goutte de sang. A 6 heures, de la terrasse de Pierre et Paul on a de nouveau sommé le gouvernement de se rendre. Puis quelqu'un a coupé les communications téléphoniques, et le Palais n'a plus été qu'une île isolée dans Péetrograd.

Dans l'antichambre, faiblement éclairée, des cabinets du gouvernement, il fait calme, un calme tendu. Deux jeunes soldats à bout de forces se

sont affaissés sur le rebord d'une fenêtre et pensent.

La porte cloisonnée d'un grand cabinet s'est ouverte et les ministres en sortent en groupe. Ils sont là presque tous. Le gouvernement provisoire de la révolution russe dans sa dernière composition. Il en manque trois. Verkhovsky a disparu mystérieusement. Prokopovitch est isolé, sans espoir, au Palais Marie. On ne sait où est Kerensky. A Poulkovo, à Gatchina, à Krasnoïé, peut-être, avec les troupes russes restées fidèles au gouvernement provisoire, au conseil provisoire, à la république provisoire ?

Alexandre Konovalov remplace le ministre président du conseil. Sa redingote est froissée. Un bras taché de craie. Il regarde dans la fenêtre noire, ôte son pince-nez, tourne vers les assistants des yeux myopes et fatigués.

Téreschenko caresse lentement son menton bien rasé. Maliantovich sourit. Et ils écoutent dans l'obscurité.

Voici que sur la place les mitrailleuses se sont déclenchées bruyamment. Peut-être est-ce Kerensky arrivant enfin à la tête des cosaques ? Ou les bolcheviks ?

Les ministres attendent. Ceci ou cela. Ils attendent. Ils ne peuvent plus rien.

Michel KOLTSOV.

Chronique Internationale

ARGENTINE

Le prolétariat sud-américain, quelles que soient ses tendances est de plus en plus pénétré de sympathie pour la révolution russe. Ses leaders disent couramment que la classe ouvrière sud-américaine tout entière, tend à l'idéal communiste. Examinons sur quelles bases pourra se développer son action.

Une chose tout à fait essentielle c'est que l'on voit en Amérique du Sud à côté des grandes villes industrielles modernes, où une économie capitaliste fortement centralisée a formé un prolétariat révolutionnaire puissant, tous les éléments d'une profonde révolution agraire. Considérons un instant le pays capitaliste le plus avancé du continent sud-américain, l'Argentine. Les statistiques de 1913-1914 indiquaient que les 67 o/o des terres cultivées y étaient louées à bail à court terme, pour 1, 2, 3 ans, ce qui confère aux cultivateurs les caractères d'une population presque nomade. Les cultivateurs se transportent en effet fréquemment de province en province avec leur pauvre avoir. Se faisant entr'eux une lamentable concurrence pour la conclusion des contrats collectifs.

Le colon argentin cultive en moyenne une centaine d'hectares et emploie dans les moments de presse 10 à 15 journaliers. Avant la guerre un type particulier d'emigrant principalement italien ou espagnol s'était

formé : il venait en Argentine faire la moisson. La guerre en empêchant ses voyages le fit remplacer par les sans-travail, nombreux pendant la crise industrielle de 1914-1916. Cette crise, et l'usage généralisé des machines favorisèrent la grande agriculture, qui malgré son extension rapide, pendant ce laps de temps, marqua une tendance constante à diminuer les salaires. Il fallut, pour lui en imposer le respect les violentes grèves agricoles de 1917.

Pendant la guerre, la centralisation des exportations des céréales accrut l'influence des sociétés étrangères d'exportation sur l'économie du pays. Le gouvernement accumula d'énormes réserves d'or (actuellement elles s'élèvent à 400.000.000 de pesos. La banque d'Etat ne délivrait plus d'or et la baisse du papier-monnaie résultant de ce fait permettait aux hommes d'affaires argentins de rembourser avantageusement leurs dettes aux banques étrangères. Au point de vue politique, la période de guerre est caractérisée par le développement du pouvoir central et la désuétude de la constitution fédérale, c'est-à-dire par une victoire de l'agriculture industrielle des provinces maritimes sur la féodalité agraire de l'intérieur : car on n'a pas oublié que la Constitution Fédérale fut, au début du XIX^e siècle, un compromis entre ces deux classes. Le gouvernement radical actuel représente l'agriculture capitaliste.

Au lendemain de la guerre les Etats-Unis commencent en Amérique du Sud une politique économique agressive. Ils fondèrent des banques en Argentine et dans les pays voisins et fermèrent simultanément leurs frontières à l'importation de l'Amérique du Sud (laine, semences de lin, etc.). L'heure sonna bientôt pour eux d'empêcher les importations des blés argentins.

En 1930 l'Argentine avait exporté 5 millions de tonnes de froment. En 1921, pendant le trimestre le plus important pour l'exportation, elle n'en a plus exporté que 330.357 tonnes. La même crise se produit dans l'exportation du bétail. Une société, dont nous avons indiqué, plus haut l'instabilité sociale pourra-t-elle supporter une crise semblable ? Le gouvernement espère s'en tirer par une politique nationale qui consisterait tout d'abord à cesser, de nouveau, le paiement en or des billets de banque pour empêcher la fuite de l'or. Remarquons ici que les conséquences de cette mesure ont naguère été doubles : Extrêmement avantageuses pour les gros éleveurs et les gros agriculteurs, lesquels liquidèrent, commodément leur passif à l'étranger, et désastreuses pour les populations, par suite de la cherté des articles importés, due à la baisse du change argentin qui fut de 30 o/o. — D'autre part le gouvernement résiste au monopole de l'exportation que prétendent instituer certaines compagnies étrangères en taxant leurs opérations et en fermant temporairement les ports.

Les réformistes argentins espèrent résoudre les difficultés économiques par deux sortes de mesures : un impôt sur la rente foncière destiné à obliger les grands propriétaires à diviser leur *latifundias* et une loi sur le paiement obligatoire des salaires en or pour contenter la classe ouvrière des villes. Ce ne sont que misérables palliatifs.

La classe ouvrière les repousse avec mépris. Depuis longtemps elle est en Argentine pénétrée d'un esprit révolutionnaire très vif. C'est que l'Argentine a été le refuge des proscrits de l'Europe entière, lesquels y ont apporté leurs idées et leur tempérament. Après 1871 des communards parisiens s'y réfugièrent. Lors de la promulgation des lois anti-socialistes, en Allemagne, ce fut le tour des socialistes allemands. Virent ensuite les révolutionnaires russes. A la lumière des faits et des réalités de la révolution russe, les beaux rêves entretenus par le verbalisme anarchiste s'évanouissent. L'anti-parlementarisme très marqué des masses voit dans le programme soviétiste un plan positif de destruction de l'Etat bourgeois d'abord et de tout Etat ensuite. Les organisations syndicalistes libertaires, les plus vivaces et les plus actives s'assimilent avec facilité les idées directrices de la révolution russe et adhèrent à P. S. R.

Dans les vieilles organisations réformistes syndicales et socialistes, le réveil est saisissant. Leurs meilleurs éléments s'ils n'adhèrent pas toujours au communisme exigent néanmoins une nouvelle orientation révolutionnaire. Le Parti Communiste Argentin a les plus larges possibilités de développement et la situation objective du pays lui promet un bel avenir. Et tout ce que nous venons de dire de l'Argentine s'applique, dans une large mesure, à l'Amérique du Sud tout entière.

N. IAROCHEVSKY.

INDES

Le mouvement révolutionnaire ébranlé en ce moment aux Indes les assises mêmes de la domination anglaise. C'est une vérité que les répressions impitoyables font nettement ressortir.

Les troubles nombreux qui éclatèrent aux Indes à l'arrivée du prince de Galles, considéré comme l'incarnation de l'impérialisme britannique, prouvent déjà que les populations sont prêtes à la révolte contre la métropole. Le gouvernement anglais, averti, a voulu faire du voyage du prince héritier une démonstration de force.

Dans toutes les villes où doit passer le prince la population fait fermer les boutiques et suspend toute activité. Cela s'appelle déclarer le *Hartal*. L'avis suivant donnera une idée de cette méthode d'action :

« Le Congrès de la ville de Lucknow attire l'attention des voyageurs sur le *Hartal* du 9 décembre courant, déclaré à l'occasion de l'arrivée du prince de Galles. Les voyageurs ne pourraient trouver ce jour-là ni posteurs ni attelages ; ils sont donc priés de retarder leur arrivée jusqu'au jour suivant. »

Quand le prince arriva à Bombay, le *Hartal* faisait peser sur la ville une sorte de deuil. La réception fut fraîche. Elle parut intolérable aux autorités anglaises. Alléguant que les Volontaires Nationaux empêchaient par force les commerçants de témoigner de leur loyauté envers la couronne, elles firent intervenir la police anglaise. La police ouvrit le feu sur une foule désarmée, tuant et blessant plusieurs personnes (le nombre exact des victimes n'a pas encore été publié). Le prince trouvant le voyage peu plaisant alla demander l'hospitalité aux rajahs qui avaient préparé pour le recevoir un ample choix de vins et de femmes.

Les dernières nouvelles nous montrent le gouvernement impérial résolument engagé dans la voie de la répression.

Des centaines d'arrestations ont eu lieu. A Lahore 800 Sikhs sont poursuivis pour leur participation à l'organisation de l'armée nationale qui se forme. A Calcutta plus de 500 arrestations ont eu lieu. Les femmes connues dans le mouvement nationaliste, Mrs. Besanti et Miss Sarala, députées au Congrès National, n'ont pas échappé au courroux des autorités et sont de ce nombre. Les leaders du Congrès, les adhérents du *Khilafat* (Parti musulman) et de l'*Akali Dal* (parti Sikh) sont surtout persécutés. Mahalma Gaudi n'a pas encore été arrêté. On dit que le gouvernement réservait cette tâche à lord S. P. Sinha, le seul gouverneur indigène en fonctions. Ce dernier a démissionné.

La détention de personnalités influentes telles que les frères Ali, Sirdar Gurudil Singh, Chitta Ranjon Das, Lala Sajfat Rai Pandi Moti Sal Nehru, Dr. Kitchlew, Jilendra Lal Bansiye, les éditeurs de l'*Indpendant* d'Allahabad et bien d'autres, incitent les populations à l'abandon des méthodes pacifiques malgré les appels au calme du Congrès National. Les Anglais semblent vouloir provoquer une révolte prématurée. Toujours est-il que des émeutes ont eu lieu à

Calcutta et à Bombay et que les Moplahs résistent encore les armes à la main.

Les troupes hindoues sont devenues rétives. Des régiments de Galdaul Sinlis ont décidé de refuser le service aux Anglais et de servir aussitôt que possible, sous la bannière des Volontaires Nationaux.

La censure anglaise ne laisse filtrer que peu de nouvelles sur les événements graves qui se déroulent aux Indes. Mais ce peu suffit à nous faire deviner le reste. On se doute de l'indignation excitée par la torture et la mort des prisonniers moplahs. Le 19 novembre, 147 prisonniers moplahs furent entassés dans des véhicules clos et convoyés par les routes terribles du Sud. Arrivés à destination la moitié n'étaient plus que des cadavres et le médecin militaire dut constater leur mort par l'asphyxie ! Ce hideux massacre de prisonniers n'a pas de pareil dans l'histoire moderne. Après la fusillade d'Amritsar et les traitements infligés aux membres du Khilafat, il fait déborder la coupe.

Afin de mieux comprendre les événements jetons un coup d'œil rétrospectif sur les travaux du Congrès National.

Le Congrès National était autrefois un lieu où l'on débattait plus ou moins des plaintes et doléances, des demandes de réformes, etc... Le réveil du mouvement révolutionnaire, en 1905, transforma sa physionomie. A cette époque l'activité des révolutionnaires et leurs attentats contre les fonctionnaires anglais ouvrirent un nouveau chapitre dans les luttes pour l'indépendance hindoue. Les leaders du Congrès se donnèrent pour but l'établissement d'un gouvernement par et pour le peuple. Ceux qui craignaient le recours à la violence se retirèrent. Le Congrès National est aujourd'hui dirigé par des hommes qui s'identifient au mouvement tout entier. Mahatma Gaudhi et les révolutionnaires lui ont insufflé une vie nouvelle.

Les Volontaires Nationaux et la Trésorerie Nationale se sont fondés. L'activité du Congrès s'est étendue aux moindres hameaux. Sa dernière session a décidé le boycottage des tribunaux, des écoles et des collèges anglais, ainsi que celui des marchandises anglaises. Le résultat de cette décision a été la fondation d'écoles et d'universités strictement nationales. Et l'industrie cotonnière de Manchester a dû fermer de nombreux ateliers par suite de l'activité des nouvelles coopératives hindoues. — Le Congrès s'est aussi occupé de politique étrangère et a notifié aux gouvernements des pays voisins que les traités de commerce et autres conclus par les Anglais ne seraient pas reconnus par le peuple. Les volontaires du Congrès ont organisé six millions d'hommes et pris part à l'organisation des ligues des paysans.

Le Comité permanent du Congrès a récemment déclaré officiellement « l'insubordination civile » et le refus de payer les impôts. En d'autres termes, il a été décidé de ne plus reconnaître les droits politiques et administratifs des Anglais. Ceux qui savent ce que c'est que de diriger un Etat dans l'Etat apprécieront l'activité du Congrès. Les leaders des partis sont résolus à faire proclamer par la prochaine session du Congrès qui doit se tenir à Ahmadabad en fin décembre l'indépendance de l'Inde. Les autorités anglaises tentent de parer ce coup par de nouvelles persécutions. La lutte est engagée.

L'avant-garde révolutionnaire hindoue est formée

d'ouvriers et de paysans, représentant les neuf dixièmes de la population de l'Inde — et dans leur nombre total, le cinquième de l'humanité ! Ces masses ne se battront pas pour des théories. Elles veulent la terre, le pain, leurs droits. Et la révolution politique sur le point d'éclater est grosse d'une révolution sociale dont nous nous occupons déjà pratiquement.

Ce moment est grave pour tous les peuples du monde. La révolte des Indes ne peut-elle pas ébranler tout le système capitaliste ? Or, le mouvement hindou ne peut être qu'un mouvement des masses pour les masses. Les classes privilégiées des Indes n'ont pas à se plaindre de la domination anglaise. Ce sont les masses pauvres qui en souffrent et qui la secouent.

La connaissance de ces faits est de nature à faire la lumière sur le rôle qui incombe à l'Inde dans la politique et dans la vie sociale du monde.

SADANANDA KARSAN.

SUISSE

On s'imagine assez souvent que la Suisse, pays au change élevé, doit être un petit paradis. Le premier économiste venu peut cependant prouver le contraire. symptôme caractéristique de la désagrégation du capitalisme, la crise économique ne s'est pas arrêtée aux frontières de l'Helvétie. Si, pendant la guerre, l'industrie suisse a pu réaliser des profits énormes et employer toute la main-d'œuvre disponible, elle est actuellement dans le marasme. Le change élevé lui ferme tous les débouchés. Les industries d'exportation semblent vouées à la ruine. Il va de soi que, dans ces circonstances, c'est encore la classe ouvrière qui supporte, du fait du chômage, le poids des difficultés actuelles. Les chiffres suivants montrent l'étendue du chômage :

	Septembre 1920	Août 1921	Octobre 1921
Chômeurs complets ...	7 275	63.182	74.238
Chômeurs partiels	10.379	74.309	59.835
Total.....	17.654	137.491	134.073

De ce total (134.073), établi au 1^{er} octobre dernier, 39.072 seulement bénéficiaient des allocations de chômage, les autres étant livrés à leurs propres moyens, c'est-à-dire abandonnés souvent au plus profond dénuement. Le chiffre de chômeur complets est en progression et la faible décroissance du nombre des chômeurs partiels ne nous semble être que passagère.

Comme ailleurs, la bourgeoisie a tenté de combattre le chômage par ses propres moyens, c'est-à-dire tout d'abord par des réductions de salaire et par la prolongation de la journée de travail. L'étroitesse d'esprit des socialistes et des fonctionnaires syndicaux n'ayant pas encore permis de réaliser le front unique du prolétariat, le patronat a déjà réussi, dans plusieurs industries, à réduire les salaires de 10 à 30 %.

La semaine légale de 48 heures est déjà violée en maints endroits. Une motion Abt, signée de cent conseillers nationaux c'est-à-dire de la majorité, propose l'abolition de la journée légale de 8 heures. On a aussi majoré les droits d'entrée sur les articles étrangers et prohibé certaines importations afin de proté-

ger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère, et surtout contre celle de l'Allemagne et de l'Autriche. Mais le caractère spécial de notre industrie, qui travaillait dans une proportion de 90 % pour l'exportation, rend ces mesures inefficaces, voire nocives. La majoration des droits d'entrée n'a entraîné qu'un renchérissement considérable des produits que nous devons importer du dehors.

On ne peut parler de réduction de prix justifiant des réductions de salaire. Le prix actuel du lait dépasse encore de 204 % celui d'avant-guerre. Les prix des autres produits de l'agriculture sont encore plus élevés. Selon les statistiques de l'Union Centrale des organisations patronales, le coût de la vie peut être représenté par les chiffres suivants :

	Alimen- tation	Vête- ment	Loge- ment	Autres dépenses	Total
Juin 1912	100	100	100	100	100
Juin 1914	94	100	98	100	97
Juin 1919	249	240	135	180	212
Octobre 1920...	254	240	155	190	220
Juin 1921	208	190	160	180	191

Ces chiffres ayant été fournis par le patronat pour justifier précisément des réductions de salaires, il y a lieu de réduire la baisse réelle des prix de 20 à 12 %, comme le font d'ailleurs couramment les économistes bourgeois.

Les loyers des logements ouvriers ont subi des majorations énormes. Au 1^{er} décembre 1921 (*Journal officiel de Zurich, 12 décembre*), on payait les logements :

1 Chambre	480 à 660 francs.
2 —	700 à 1.020 —
3 —	960 à 2.500 —
4 —	1.600 à 3.000 —
5 —	2.500 à 4.000 —

Défalquons ce loyer d'un salaire annuel de 2.500 à 5.000 francs par an et nous aurons la somme qui reste à l'ouvrier et à l'employé pour équilibrer son budget.

Ainsi, les prix du vêtement et des aliments se maintiennent, les loyers montent, les impôts directs et indirects sont accrus et les salaires sont diminués.

Les effets de la crise retombent à peu près exclusivement sur les ouvriers et sur les employés. Le patronat a réalisé pendant la guerre des bénéfices fabuleux et a continué, jusqu'à ces temps derniers, à s'enrichir, comme le prouvent les statistiques. En 1920, on a payé, dans diverses industries, les dividendes suivants, qui ne correspondent qu'à une partie des bénéfices :

Denrées alimentaires	8 à 22 %
Métaux	6 à 21 %
Textile	6 à 10 %
Electricité et gaz	5 à 30 %
Industrie chimique	5 à 26 %
Bâtiment	5 à 10 %
Sociétés d'assurances	4 à 30 %
Banques	6 à 8 %

L'agriculture a pu, par une exploitation éhontée de la situation de guerre, amortir des dettes et réaliser encore des économies considérables.

C'est dans ces conditions que, par des mesures qui constituent une véritable réaction économique, on rogne les salaires des travailleurs tout en allongeant leurs journées. La réaction politique va de pair. Des

centaines d'ouvriers étrangers sont congédiés et expulsés du pays. Il suffit d'être membre d'une organisation prolétarienne pour être expulsé par « la plus vieille démocratie bourgeoise ». Le Parlement discute en ce moment un projet de loi anticommuniste. S'il est voté, les militants révolutionnaires seront en fait placés hors la loi et pourront être emprisonnés pour le seul délit de propagande, les droits d'association et de grève des salariés de l'Etat seront gravement atteints.

Si les travailleurs suisses ne se résignent pas à former un front unique, le triomphe de la réaction est inévitable.

WILLY TROSTEL.



Bibliothèque - - Communiste ∞ PARIS ∞

- A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine).... 0 50
 KERTJENZEV — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
 ALEXANDRA KOLLONTAL — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
 LÉNINE. — *La Maladie infantile du Communisme* 4 »
 LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne*..... 4 »
 LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains*.. 0 25
 LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans*.... 0 40
 LÉNINE. — *L'Etat et la Révolution*..... 4 »
 LÉNINE. — *Le Rôle des Jeunes Communistes* 0 40
 BORIS SOUVARINE. — *La 3^e Internationale.. épuisé*
 BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks.. épuisé*
 TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme*.... 7 »
 TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... épuisé
 TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* épuisé
 CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne*..... 0 75
 .. *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
 ... *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
 .. *Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)*.... 0 75
 .. *Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)*.... épuisé
 .. *Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.* 1 25
 Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.

VIENT DE PARAITRE

ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

AU CONGRÈS DE MARSEILLE

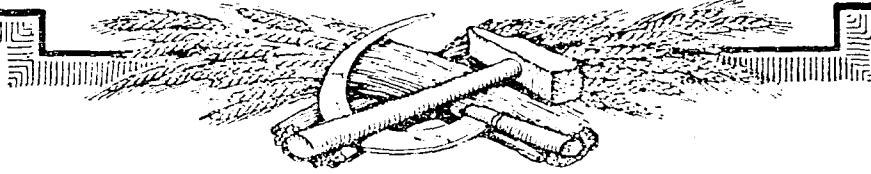


Henry Torrès, René Reynaud, Albert Treint,
J. Tommasi.



André Julien, Vacher, Ernest Desprès,
André Morizet.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



CRÉATION D'UNE COTISATION INTERNATIONALE

Dans sa séance du 4 décembre 1921, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a adopté à l'unanimité la résolution suivante élaborée par une commission spéciale :

1° Le Comité Exécutif de l'I. C. décide que tous les membres de l'I. C. ont à verser une cotisation internationale ;

2° Le taux de cette cotisation annuelle s'élèvera à la moyenne des cotisations mensuelles prélevées par les diverses sections de l'I. C. ;

3° Cette cotisation internationale sera prélevée en quatre versements trimestriels égaux. Le cotisant recevra un timbre international spécial ;

4° Dans toutes les sections affiliées, légales, ce timbre sera collé sur la carte du Parti. En cas de passage d'un membre d'une section dans une autre, les droits que lui confèrent les statuts de l'I. C. ne lui seront reconnus que s'il a versé ses cotisations internationales ;

5° Les comités directeurs des différents partis communistes transmettent à l'Exécutif les cotisations internationales qu'ils ont prélevées. Les sections sont tenues de fournir à l'Exécutif un relevé trimestriel des cotisations encaissées, relevé qui devra, en tout cas, être fourni avant l'expiration du trimestre suivant. Ni les groupes ni les sections n'ont le droit de déduire du montant des cotisations internationales les dépenses qu'ils pourront avoir faites au nom ou pour le compte de l'I. C. Les cotisations internationales doivent être intégralement versées à l'Exécutif ;

6° L'Exécutif est tenu de fournir au Congrès la comptabilité des cotisations versées, après vérification préalable par la Commission de Contrôle ;

7° La présente décision vise un triple but :

les cotisations internationales doivent servir à couvrir les frais sans cesse croissants de l'appareil central de l'I. C. ;

8° Les cotisations internationales donneront aux sections disposant de ressources considérables, la possibilité d'accorder un secours efficace aux sections faibles, surtout en cas d'action importante dans le domaine économique et politique ;

9° La cotisation internationale resserrera les relations entre l'I. C. et ses diverses sections.

L'Internationale Communiste n'est pas une formation inconsistante. Elle est plutôt le parti unilaire de la classe ouvrière économique du monde entier. Son unité s'exprime en premier lieu par l'activité politique commune à toutes ses sections et par la coordination d'ensemble des actions prolétariennes. Mais nous tenons aussi à ce qu'elle s'exprime par un lien matériel rattachant tout communiste à son Parti International en lui imposant le devoir de verser une cotisation personnelle. La présente décision est donc une mesure d'organisation.

L'obligation de verser la cotisation internationale entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1922.

**LE COMITÉ EXECUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.**



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APPERCE

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.